

BURKINA FASO

Unité - Progrès - Justice

MINISTERE DE LA JUSTICE, DES DROITS HUMAINS ET DE LA
PROMOTION CIVIQUE

SECRETARIAT GENERAL



Synthèse des statistiques judiciaires 2017

Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles

Tel : +226 25 30 63 78

01 BP : 526 Ouagadougou 01



Synthèse des statistiques judiciaires 2017

Direction Générale des Etudes et des Statistiques Sectorielles

Tel : +226 25 30 63 78

01 BP : 526 Ouagadougou 01

Septembre 2018

1. Statistiques générales de la justice 2017

1.1. Organisation du ministère

Le système judiciaire du Burkina Faso émane de la loi n° 10-93/ADP du 17 mai 1993, ensemble ses modificatifs. Il est organisé autour d'une administration centrale appelée chancellerie, des juridictions des ordres judiciaire et administratif et enfin des établissements pénitentiaires.

L'organisation actuelle du ministère en charge de la justice est régie par le décret n° 2016-299/PRES/PM/MJDHPC du 29 avril 2016 portant organisation dudit ministère.

Les juridictions de l'ordre judiciaire et de l'ordre administratif au Burkina Faso sont :

- la Cour de Cassation,
- le Conseil d'Etat,
- la Cour des Comptes,
- le tribunal des conflits,
- les cours et tribunaux instituées par la loi.

Ces juridictions ont une structuration pyramidale, présentant au sommet la Cour de Cassation, le Conseil d'Etat, suivis des juridictions de second degré dont la Cour d'Appel et enfin celles du premier degré à la base (Tribunaux de Grande Instance, Tribunaux de Travail, etc.).

Les établissements pénitentiaires sont constitués d'une part des Maisons d'arrêt et de correction (MAC) situées dans le ressort des Tribunaux de grande instance (TGI) et d'autre part d'un centre pénitentiaire agricole situé à Baporo. Ils sont animés par un corps paramilitaire appelé Garde de sécurité pénitentiaire (GSP).

1.2. Moyens de la justice

Les moyens dont dispose le ministère de la justice pour l'exécution de ses missions comprennent les moyens humains qui animent les structures, ainsi que les moyens financiers et matériels.

1.2.1. Juridictions et établissements pénitentiaires fonctionnels

Au Burkina Faso, on dénombre en 2017 :

- 1 Cour de Cassation ;
- 1 Conseil d'Etat ;
- 1 Cour des Comptes ;
- 3 Cours d'Appel ;
- 25 Tribunaux de Grande Instance ;
- 2 Tribunaux d'Instance ;
- 3 Tribunaux du Travail ;
- 2 Tribunaux de Commerce ;
- 7 Juges des Enfants ;
- 2 Tribunaux pour Enfants ;
- 25 Tribunaux Administratifs ;
- 27 établissements pénitentiaires (26 MAC et 1 centre pénitentiaire agricole) ;
- 349 Tribunaux Départementaux et 19 Tribunaux d'Arrondissement.

1.2.2. Le personnel

Le personnel judiciaire est composé de magistrats, greffiers, gardes de sécurité pénitentiaire, personnel des droits humains, personnel d'appui technique ainsi que des huissiers, d'avocats et notaires. Les effectifs de 2017 se présentent comme suit :

Personnel	Nombre		Total
	Femmes	Hommes	
Magistrats	115	444	559
Greffiers	119	374	493
GSP	324	1 789	2 113
Autres personnels	99	236	335
Personnel des droits humains	72	167	239
Huissiers	5	22	27
Notaires	8	10	18
Avocats	35	146	181
Total			3 965

En 2017, le nombre de magistrats pour 100 000 habitants s'élève à 2,6. La population carcérale pour 100 000 habitants est de 40 et le nombre de détenus pour 1 GSP est de 5,4.

1.2.3. Budget

Les ressources financières du Ministère en charge de la justice proviennent principalement du budget de l'Etat et de la contribution de ses Partenaires techniques et financiers.

En 2017, environ 1,27% du budget de l'Etat a été alloué au ministère. Le budget du ministère a été exécuté à 82,7%.

2. Statistiques des juridictions de l'ordre judiciaire

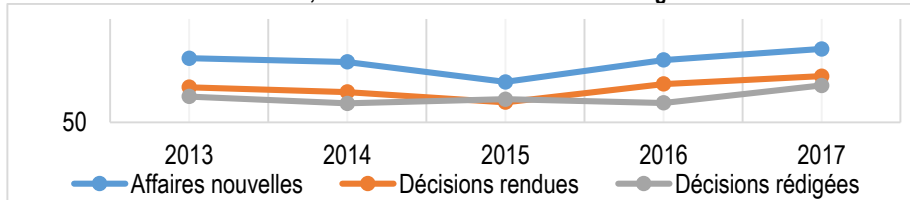
Les juridictions de l'ordre judiciaire sont : la Cour de Cassation, les Cours d'Appel, les Tribunaux de Grande Instance (TGI), les Tribunaux d'Instance (TI), les Tribunaux Départementaux et d'Arrondissement (TD/TAR), les Tribunaux du Travail (TT), les Juges des Enfants (JE), les Tribunaux pour Enfants (TPE). A ces juridictions, s'ajoutent les Tribunaux de Commerce (TC).

2.1. Cour de Cassation

En 2017, la Cour de Cassation a enregistré 263 affaires nouvelles. Elle a rendu 184 décisions et en a rédigé 157. La durée moyenne de traitement d'une affaire est d'environ 4 ans 5 mois.

	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	236	225	167	231	263
Décisions rendues	152	138	108	161	184
Décisions rédigées	125	105	117	106	157
Conclusions rendues par le parquet général	128	96	57	179	243
Taux d'arrêts cassés (%)	21,0	26,8	52,8	27,5	29,0
Taux d'arrêts infirmés (%)	79,0	73,2	47,2	72,5	71,0
Décisions rendues par magistrat	5,1	4,8	3,7	5,0	4,4
Taux de rédaction des décisions (%)	82,2	76,1	108,3	65,8	85,3
Durée de traitement d'une affaire	4 ans 1 mois	3 ans 9 mois	3 ans 10 mois	4 ans 9 mois	4 ans 5 mois

Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées à la Cour de Cassation



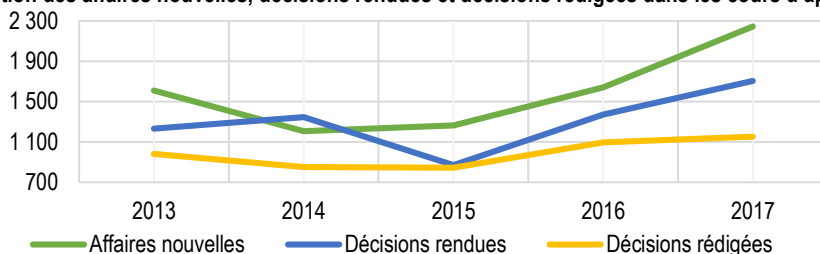
2.2. Cours d'Appel

Au cours de l'année 2017, les Cours d'Appel ont enregistré 2 245 affaires nouvelles dont 997 sont pénales et 313 criminelles. Elles ont rendu 1 707 décisions (civiles, commerciales et sociales) dont 1 153 ont été rédigées.

Les chambres d'accusation ont rendu 562 décisions et les chambres criminelles en ont rendues 35.

	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	1 612	1 207	1 265	1 641	2 245
Décisions rendues	1 233	1 347	871	1 372	1 707
- dont sur le fond	826	915	629	1 019	1 123
• Infirmations	262	326	228	405	405
Décisions rédigées	983	851	846	1 096	1 153
Taux de jugements confirmés (%)	68,3	64,4	63,8	60,3	63,9
Taux de jugements infirmés (%)	31,7	35,6	36,2	39,7	36,1
Ratio décisions rendues par affaires nouvelles (%)	76,5	111,6	68,9	83,6	76,0
Taux de rédaction des décisions (%)	79,7	63,2	97,1	79,9	67,5
Taux d'infirmerie des décisions civiles, commerciales et sociales	28,0	30,8	32,9	45,0	40,8
Taux d'infirmerie des affaires correctionnelles	43,0	48,5	35,4	32,3	32,1

Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées dans les cours d'appel

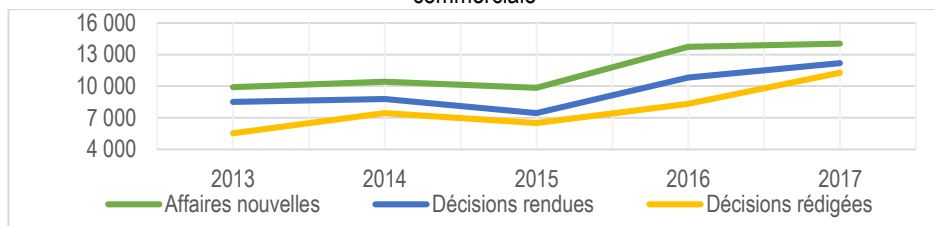


2.3. Tribunaux de Grande Instance (TGI)

2.3.1. Activités civiles et commerciales des TGI

	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	9 918	10 423	9 857	13 739	14 046
Décisions rendues	8 500	8 789	7 442	10 818	12 188
Décisions rédigées	5 540	7 437	6 498	8 345	11 274
Durée moyenne de traitement des affaires civiles	2 mois 18 jrs	3 mois 9 jrs	2 mois 21 jrs	2 mois 7 jrs	2 mois
Ratio décisions rendues / affaires nouvelles civiles et commerciale (%)	85,7	84,3	75,5	78,7	86,8
Taux de rédaction des décisions civiles et commerciales (%)	65,2	84,6	87,3	77,1	92,5
Rayon moyen d'accès à un TGI (km)	60,3	60,3	60,3	59,1	59,1

Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées en matière civile et commerciale



2.3.2. Activités pénales des TGI

	2013	2014	2015	2016	2017
Parquets					
Affaires nouvelles des parquets	10 031	9 704	8 668	9 121	8 690
Taux de poursuites pénales (%)	82,5	83,1	86,1	83,0	86,1
Taux de classement sans suite (%)	17,5	16,9	13,9	17,0	13,9

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de mineurs concernés par les activités des parquets	366	394	334	326	288
Cabinets d'instruction					
Affaires nouvelles	1 000	1 123	936	875	974
Affaires terminées	442	291	363	417	1 298
Affaires en cours d'instruction	7 830	8 924	8 885	9 172	8 043
Variation (%) du stock d'affaires en instruction	2,3	14,0	-0,4	3,2	-12,3
Durée moyenne de traitement des affaires terminées à l'instruction	3 ans 9 mois	3 ans 6 mois	4 ans	3 ans 8 mois	4 ans 2 mois
Durée moyenne de traitement des affaires en cours d'instruction	3 ans 11 mois	3 ans 11 mois	4 ans	4 ans 1 mois	4 ans
Taux de variation du stock dans les cabinets d'instruction (%)	2,3	14,0	-0,4	3,2	-12,3
Chambres correctionnelles					
Jugements rendus par les chambres correctionnelles	6 959	6 719	5 401	5 681	6 732
Décisions rédigées par les chambres correctionnelles	3 749	3 130	3 035	3 089	4 229
Durée moyenne de traitement des affaires de flagrant délit	1 mois 16 jrs	1 mois 25 jrs	1 mois 29 jrs	3 mois 6 jrs	2 mois 20 jrs
Durée moyenne de traitement des affaires de citation directe	13 mois 16 jrs	11 mois 17 jrs	11 mois 5 jrs	12 mois 29 jrs	1 an 2 mois 1 jr

Principales infractions dans les parquets des TGI en 2017 :

Infractions	Nombre	Pourcentage (%)*
Vols, recels, extorsions, escroqueries	3 057	35,2
Coups et blessures volontaires	699	8,0
Homicides et blessures involontaires	651	7,5
Abus de confiance	642	7,4

* Les taux sont calculés par rapport au nombre total d'infractions enregistrés (8690).

2.3.3. Activités des greffes des TGI

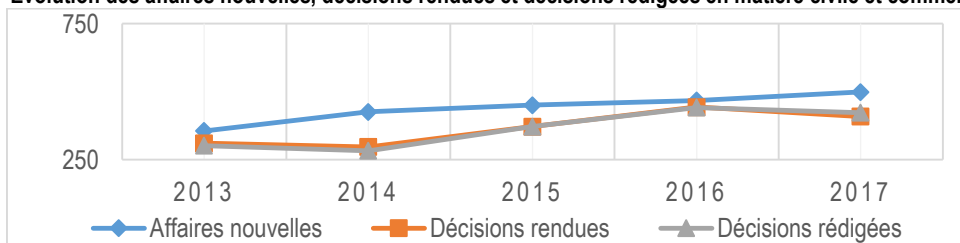
	2013	2014	2015	2016	2017
Bulletins de casier judiciaire délivrés	169 316	184 880	178 654	237 551	268 026
Certificats de nationalité des personnes physiques	90 142	106 688	109 492	126 587	146 952
Personnes physiques immatriculées au RCCM	1 823	2 782	1 965	3 739	4 190
Personnes morales immatriculées au RCCM	70	97	112	581	219

2.4. Tribunaux de Commerce

	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	356	426	451	468	499
Décisions rendues	311	297	372	444	409
Décisions rédigées	302	283	372	442	423
Taux de rédaction des décisions (%)	97,1	95,3	100,0	99,5	103,4
Ratio décisions rendues par affaires nouvelles (%)	87,4	69,7	82,5	94,9	82,0
Décisions rendues par magistrat	34,6	29,7	31,0	31,7	34,1
Durée moyenne de traitement des affaires commerciales	7 mois 20 jrs	6 mois 24 jrs	7 mois 3 jrs	6 mois 27 jrs	6 mois 20 jrs

Le nombre de nouvelles, décisions rendues et rédigées ne prennent pas en compte les référés.

Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et décisions rédigées en matière civile et commerciale



2.5. Tribunaux d'Instance

	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	486*	303*	405	403	541
Décisions rendues	311*	343*	144	348	385
Décisions rédigées	182*	319	129	233	290
Taux de rédaction des décisions (%)	58,5	93,0	89,6	67,0	75,3
Ratio (%) décisions rendues par affaires nouvelles	64,0	113,2	35,6	86,4	71,2
Durée moyenne de traitement d'une affaire	2 mois 12 jrs	2 mois	2 mois 23 jrs	3 mois 1 jr	2 mois

*sans les décisions pénales. Les décisions rendues et rédigées ne prennent pas en compte les injonctions de payer.

2.6. Juges des Enfants et Tribunaux pour Enfants

	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles des JE (conflit avec la loi)	103	202	257	298	324
Nombre de mineurs en conflits avec la loi	110	272	291	327	382
Décisions rendues par les JE (conflit avec la loi)	97	191	263	286	308
Décisions d'emprisonnement	26	81	107	95	78
Pourcentage de décisions condamnant des mineurs à une peine privative de liberté	26,8	42,4	40,7	33,2	25,3
Affaires nouvelles des TPE	8	1	1	17	18
Décisions rendues par les TPE	16	5	0	5	10
Nombre de mineurs en danger	24	27	50	13	106
Affaires nouvelles (mineurs en danger)	24	16	28	10	39
Décisions rendues (mineurs en danger)	23	13	31	13	37

2.7. Tribunaux du Travail

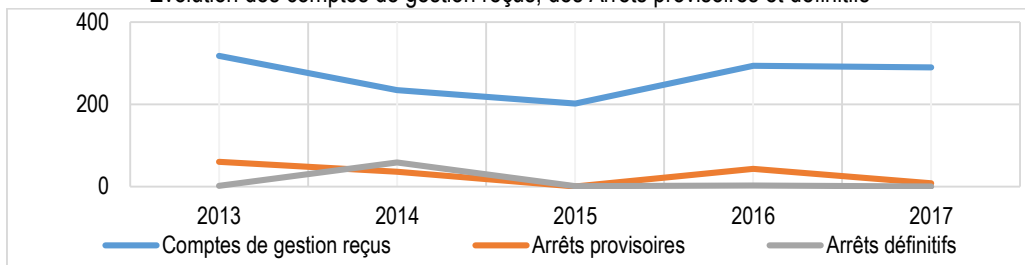
	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	996	977	1225	1241	786
Décisions rendues (hors radiations)	875	804	704	866	859
Décisions rendues par magistrats	79,5	57,4	50,3	61,9	53,7
Décisions rédigées	852	796	629	805	905
Taux de rédaction des décisions	97,4	99,0	89,3	93,0	105,4
<i>Durée moyenne de traitement des affaires sociales</i>	<i>1 an</i>	<i>1 an</i>	<i>1 an 3 mois</i>	<i>1 an 2 mois</i>	<i>1 an 2 mois</i>

3. Statistiques des juridictions de l'ordre administratif

3.1. Cour des Comptes

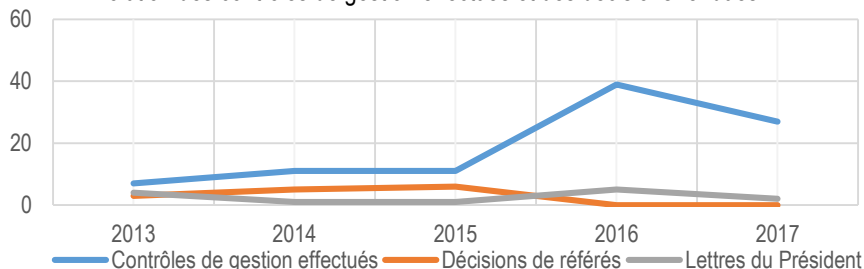
	2013	2014	2015	2016	2017
Comptes de gestion reçus	318	235	202	294	290
Arrêts provisoires	60	36	0	43	8
Arrêts définitifs	2	59	1	3	0
Arrêts provisoires par magistrat	8,6	6,0	0,0	7,2	0,8
Arrêts définitifs par magistrat	0,3	9,8	0,2	0,5	0,0

Evolution des comptes de gestion reçus, des Arrêts provisoires et définitifs



	2013	2014	2015	2016	2017
Contrôles de gestion effectués	7	11	11	39	27
Décisions de référés	3	5	6	0	0
Lettres du Président	4	1	1	5	2

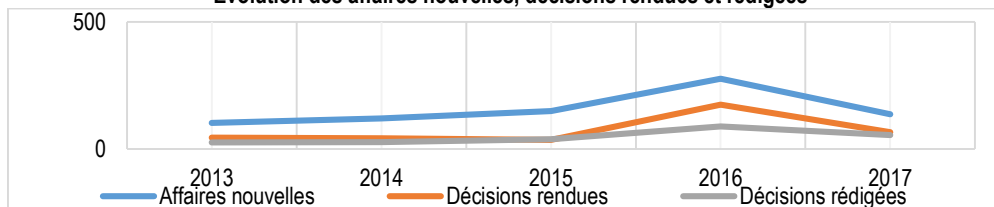
Evolution des contrôles de gestion effectués et des décisions rendues



3.2. Conseil d'Etat

	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	103	120	149	277	137
Décisions rendues	45	42	36	175	66
Décisions rédigées	26	28	39	89	55
Taux de rédaction des décisions (%)	57,8	66,7	108,3	50,9	83,3
Nombre moyen de décisions rendues par Magistrat	3,0	3,0	2,4	12,5	7,3
Ratio décisions rendues par affaires nouvelles	0,4	0,4	0,2	0,6	0,5

Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et rédigées

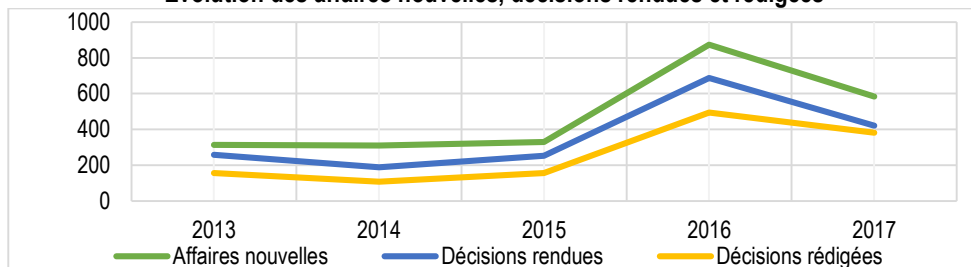


	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires jugées selon la nature de la saisine					
Saisine directe	6	8	2	27	1
Appel	37	33	33	146	62
Cassation	2	1	1	2	3
Décisions rendues pour les jugements en saisine direct					
Acceptation	2	0	0	6	0
Rejet	0	4	1	13	1
Incompétence	3	3	1	7	0
Irrecevabilité	1	1	0	1	0
Décisions rendues pour les jugements en appel					
Confirmation	27	22	22	106	40
Rejet	0	0	0	1	0
Incompétence	0	1	0	0	0
Irrecevabilité	1	4	3	6	0
Annulation	9	6	8	33	22
Nombre de décisions rendues pour les arrêts en cassation					
Cassation	0	0	0	1	0
Rejet	0	0	0	0	0
Incompétence	2	1	0	1	3
Irrecevabilité	0	0	1	0	0
Décisions rédigées					
Décisions rédigées	26	28	39	89	55
Activités du Commissaire du Gouvernement					
Affaires nouvelles	58	83	105	218	142
Nombre de conclusions	50	30	12	152	45

3.3. Tribunaux Administratifs

	2013	2014	2015	2016	2017
Affaires nouvelles	314	309	330	874	584
Décisions rendues	258	188	253	687	421
Décisions rédigées	156	108	156	494	382
Taux de rédaction des décisions (%)	60,5	57,4	61,7	71,9	90,7
Ratio décisions rendues /affaires nouvelles	0,8	0,6	0,8	0,8	0,7
Durée moyenne de traitement d'une affaire	1 an 6 mois	1 an 5 mois	1 an 5 mois	1 an 9 mois	1 an 8 mois
Affaires nouvelles du Com. du Gov.	336	205	271	735	424
Conclusions rendus par le Com. du Gov.	282	213	241	694	406

Evolution des affaires nouvelles, décisions rendues et rédigées



Décisions rendues selon la durée de la procédure

	2013	2014	2015	2016	2017
Moins de 3 mois	20	19	35	23	19
3 mois à moins de 6 mois	9	1	6	12	10
6 mois à moins de 1 an	33	30	29	45	79
1 an à moins de 2 ans	97	86	86	83	96
2 ans à moins de 3 ans	22	21	39	65	60
3 ans et plus	24	9	25	44	43

Les tribunaux administratifs (TA) ont reçu 584 nouvelles affaires en 2017 contre 874 en 2016 soit une baisse de 33,2%. Cette baisse est liée à la diminution des affaires nouvelles électorales qui passent de 423 à 21. Parmi les nouvelles affaires, on note une prédominance du contentieux foncier qui représente 39,4%. Le contentieux de la fonction publique représente 18,5% et celui lié aux marchés publics 12,3%. Les procédures de référés quant à elles représentent 11,1% de l'ensemble des affaires nouvelles en 2017.

4. Statistiques des établissements pénitentiaires

4.1. Moyens des établissements pénitentiaires

Nombre d'établissements pénitentiaires

	2013	2014	2015	2016	2017
Maisons d'arrêt et de correction	24	25	25	26	26
Centres pénitentiaires agricoles	1	1	1	1	1

Personnel de la Garde de sécurité pénitentiaire (GSP)

	2013	2014	2015	2016	2017	
Ensemble	1 730	1 846	2 030	2 032	2 113	
GSP par grade	Inspecteurs	71	95	98	102	97
	Contrôleurs	186	232	242	250	240
	Assistants	1 371	1 509	1 680	1 660	1 773
	Agents	102	10	10	8	3
GSP par sexe	Hommes	1 493	1 591	1 730	1 733	1 789
	Femmes	237	255	300	299	324
GSP dans les centres de détention	1 215	1 324	1 410	1 485	1 444	

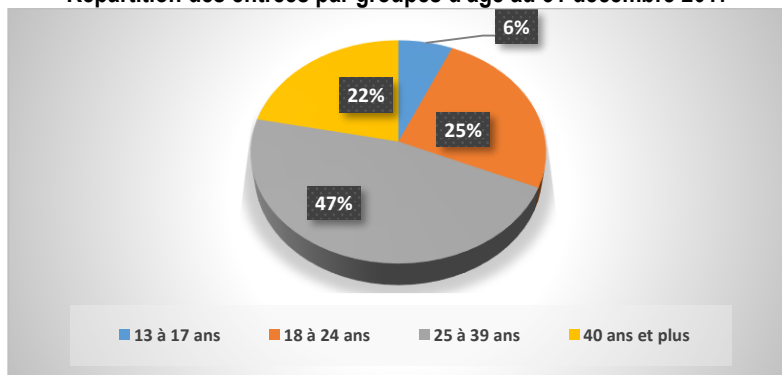
4.2. Evolution de quelques indicateurs

	2013	2014	2015	2016	2017
Nombre de détenus au 31/12	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840
Taux d'occupation (%)	170,7	170,7	188,6	186,2	190,3
Ratio <i>Détenus</i> /GSP	5	5,2	5,4	5,2	5,4
Population carcérale pour 100 000 habitants	34,5	38,2	40,9	40,3	39,9
Nombre d'évadés	156	146	122	75	99
Hospitalisations	221	295	267	244	305
Nombre de décès	68	73	76	54	38

4.3. Entrées dans les établissements pénitentiaires au 31 décembre

	2013	2014	2015	2016	2017
Entrées selon le sexe					
Hommes	9 666	9 970	9 284	7 762	8 342
Femmes	342	365	317	236	311
Entrées par groupes d'âge					
13 à 17 ans	545	673	536	529	563
18 à 24 ans	2 660	2 848	2 928	1 957	2 170
25 à 39 ans	4 864	5 026	4 552	4 050	4 041
40 ans et plus	1 939	1 788	1 585	1 462	1 879
Age moyen (en années)	32,0	31,3	31,0	32,4	32,8

Repartition des entrées par groupes d'âge au 31 décembre 2017



4.4. Caractéristiques des détenus

Détenus par sexe au 31 décembre

	2013	2014	2015	2016	2017
Hommes	5 876	6 710	7 429	7 539	7 679
Femmes	100	117	115	131	161
Total	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840

Détenus selon le statut de détention

	2013	2014	2015	2016	2017
Inculpés	1 408	1 609	1 787	1 883	1 893
Prévenus	777	969	1 455	1 318	788
Ordres de mise en détention (OMD)	47	75	109	17	11
Condamnés	3 744	4 174	4 193	4 452	5 148
% de détenus en attente de jugement	36,6	37,8	43,0	41,7	34,2
Total	5 976	6 827	7 544	7 670	7 840

4.4.1. Caractéristiques des prévenus

	2013	2014	2015	2016	2017
Prévenus par sexe					
Hommes	771	950	1430	1289	765
Femmes	6	19	25	29	23
Prévenus par groupes d'âge					
Moins de 18 ans	53	84	122	97	67
18 à 20 ans	100	161	193	155	75
21 à 24 ans	138	161	252	256	133
25 à 29 ans	167	207	313	260	173
30 à 39 ans	222	248	376	361	236
40 ans et plus	97	108	199	189	104
Age moyen (en années)	30,0	29,0	31,0	30,8	30,4
Durée moyenne de détention préventive					
Durée moyenne (en mois)	1,9	2,6	2,4	2,9	2,0

4.4.2. Caractéristiques des inculpés

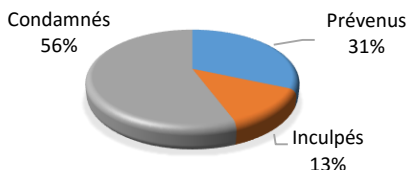
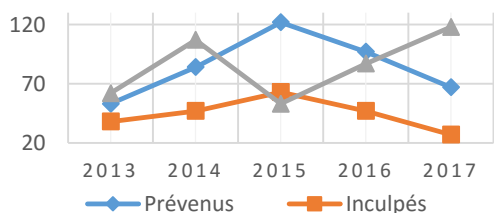
	2013	2014	2015	2016	2017
Inculpés par sexe					
Hommes	1 369	1 557	1 734	1 824	1 829
Femmes	39	52	53	59	64
Inculpés par groupes d'âge					
13 à 17 ans	38	47	63	47	27
18 à 24 ans	266	313	331	297	295
25 à 39 ans	656	899	963	1 036	1 008
40 ans et plus	348	350	430	503	563
Age moyen (an années)	32,1	33,7	34,2	35,2	36,5
Durée moyenne de détention préventive					
Durée moyenne (en mois)	13,1	15,0	17,1	19,6	22,2

4.4.3. Caractéristiques des condamnés

	2013	2014	2015	2016	2017
Condamnés par sexe					
Hommes	3 690	4 129	4 158	4 409	5 074
Femmes	54	45	35	43	74
Condamnés par groupes d'âge					
13 à 17 ans	62	107	53	87	118
18 à 24 ans	996	1 233	1 294	1 312	1 384
25 à 39 ans	2 140	2 258	2 302	2 433	2 874
40 ans et plus	546	576	544	620	772
Age moyen (années)	31,7	31,1	31,0	33,2	31,8
Condamnés selon la catégorie d'infraction					
Crimes et délits contre les biens	2 662	2 923	2 952	3 447	3 710
Crimes et délits contre les particuliers	557	565	548	418	591
Crimes et délits contre la famille et les mœurs	332	353	347	364	531
Crimes et délits contre la chose publique	137	289	314	172	247
Infractions en matière d'armes et de munitions	56	44	32	48	68
Durée moyenne de détention					
Durée moyenne (mois)	37,8	40,6	36,6	38,3	39,6

4.4.4. Mineurs en détention

	2013	2014	2015	2016	2017
Prévenus	53	84	122	97	67
Inculpés	38	47	63	47	27
Condamnés	62	107	53	87	118



4.5. Activités des Services sociaux

Enquêtes pour mineurs en conflits avec la loi

Sexe	2016			2017		
	F	M	Total	F	M	Total
Nombre d'enquêtes	16	452	468	10	356	366
- dont clôturées	15	415	430	9	341	350

Nombre d'enquêtes pour mineurs en conflit avec la loi clôturées selon la durée

Durée	2016			2017		
	F	M	Total	F	M	Total
Inférieure à 15 jours	11	254	265	6	238	244
Supérieure à 15 jours	4	156	160	3	100	103
Total	15	410	425	9	338	347

NB : Les enquêtes dont la durée est indéterminée ne sont pas prises en compte dans les calculs des durées.

5. Activités des centres de réinsertion sociale

5.1. Personnel et capacités en 2017

	F	M	Total
Personnel			
GSP	10	20	30
Travailleurs sociaux	14	58	58
Encadreurs	18	31	31
Personnel d'appui	8	25	25
Autres personnels	0	16	16
Ensemble	50	150	160
Capacités			
Capacité d'accueil	246	642	888
Effectifs au 31 décembre	188	530	718
Taux d'occupation (%)	76,4	82,6	80,9

5.2. Effectifs des mineurs en conflit avec la loi constatés dans les centres

Sexe	2014	2015	2016	2017
Féminin	0	2	4	7
Masculin	1	18	40	141
Total	1	20	44	148

Définitions de quelques concepts clés

Affaire correctionnelle : Infraction à la loi pénale punie d'une peine comprise entre 11 jours au moins et 5 ans au plus d'emprisonnement et/ou d'une amende supérieure ou égale à 50 000FCFA et/ou du travail d'intérêt général (TIG).

Affaire criminelle : Infraction de droit commun ou infraction politique sanctionnée de peines afflictives et infamantes ou seulement infamantes (que sont la mort, l'emprisonnement à vie et l'emprisonnement à temps de plus de 5 ans), voire de peines complémentaires.

Affaire nouvelle : Affaire nouvellement arrivée et enregistrée dans une juridiction au cours d'une année donnée.

Décision rendue : Affaire qui a fait l'objet d'un procès et dont la décision dessaisie la juridiction.

Citation directe : Acte de procédure par lequel le ministère public ou la victime peuvent saisir directement le tribunal en informant le prévenu du lieu, de la date et de l'heure de l'audience.

Décision rédigée : Affaire sur laquelle une juridiction a statué et dont la décision a été rédigée et signée par le juge et le greffier.

Instruction : Phase de la procédure pénale pendant laquelle le juge d'instruction met en œuvre tous les moyens qui permettent de réunir tous les éléments nécessaires à la manifestation de la vérité afin que le tribunal ou la cour puisse juger en connaissance de cause.

Classement sans suite : Décision prise par le ministère public en vertu du principe de l'opportunité des poursuites, écartant momentanément la mise en mouvement de l'action publique.

